

FOCUS SYNDICAL sur le DÉVELOPPEMENT

NUMÉRO 16

JANVIER 2011

DANS CE NUMÉRO:

| dito | | I-2 |
|------|------|-----|
| aito | riai | 1-2 |

Actualités du

réseau 2-6

Politiques de coopération au développement 7-9

Appels à projets 9

Agenda 2011 10-12

1. Éditorial

UN PAS EN AVANT POUR L'EFFICACITÉ DE LA COOPÉRATION SYNDICALE AU DÉVELOPPEMENT!

Les Principes syndicaux et Lignes directrices syndicales sont approuvés par le Conseil général de la CSI

Le Conseil général de la CSI (CG) a, le 2 février dernier, approuvé à l'unanimité le document sur "les Principes et les Lignes directrices des syndicats sur l'efficacité du développement". Ce document est le fruit du travail mené par les membres du RSCD au cours des deux dernières années et repose sur un important processus de consultations, associant les organisations du Nord et du Sud, telles que les structures régionales de la CSI, les centrales nationales, les organisations solidaires, et les Fédérations syndicales internationales.

L'efficacité du développement fait aujourd'hui partie des grandes priorités dans les débats internationaux relatifs à la coopération au développement. Au sein du RSCD, nous avons essayé de traduire ce concept en termes syndicaux et examiné ses dimensions et implications. En effet, les Principes & les Lignes directrices¹ ont pour but de représenter la vision et les valeurs des syndicats, censées servir de référence commune aux initiatives de coopération au développement, et contribuant en fin de compte à renforcer l'impact des programmes de coopération syndicale.

Grâce à l'approbation du CG de la CSI, les Principes & les Lignes directrices constitueront des critères communs fondamentaux pour la CSI elle-même, lors de la mise en œuvre des initiatives de développement, mais également pour ses organisations membres dans le cadre des programmes de coopération multilatéraux et bilatéraux.

Il s'agit sans conteste d'une étape importante vers l'amélioration du rôle des syndicats dans le développement. Il reste toutefois beaucoup de travail à faire.

Nous devrions tout d'abord consolider les Principes & les Lignes directrices au niveau des pratiques de développement des acteurs syndicaux afin d'améliorer les mécanismes internes de suivi et d'évaluation. Nous devrions ensuite établir des outils de mesure appropriés afin d'évaluer l'influence des syndicats dans l'évolution des sociétés dans lesquelles ils interviennent.

Avec la contribution du programme des Acteurs Non Etatiques de l'Union Européenne



"Il est possible de voir la démocratie à l'œuvre lorsque les syndicats sont en mesure d'intervenir librement, de promouvoir les négociations collectives, et de jouer pleinement leur rôle de partenaires sociaux dans le dialogue sur les politiques et l'avenir de leur nation."

¹ Appropriation démocratique; Autonomie; Partenariat; Transparence; Cohérence; Inclusion et égalité; Durabilité.

Ce dernier aspect inclut également la contribution des syndicats à la mise en œuvre de l'Agenda du travail décent et de l'Appropriation démocratique.

C'est pourquoi le RSCD continuera, à l'avenir, à s'engager sur la voie de l'efficacité de la coopération syndicale au développement, non seulement au niveau interne mais également en sensibilisant les acteurs externes (OSC, gouvernements et organismes donateurs) sur l'identité, la stratégie et les dynamiques des syndicats, en promouvant ainsi leur rôle dans la coopération au développement.

Coopération au développement : normes et principes

Annexe I - Principes et directives syndicaux en matière d'efficacité du développement

2. Actualités du réseau

La Commission européenne vient de lancer deux rondes de consultations sur les thèmes suivants : « La politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable - Accroître l'impact de la politique de développement de l'Union européenne » et « Instruments financiers pour l'action extérieure de l'UE après 2013 »

Les membres du RSCD ont participé à ces consultations et élaboré deux documents soulignant les positions et les priorités syndicales.

LIVRE VERT : LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UE EN FAVEUR DE LA CROISSANCE INCLUSIVE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE - ACCROÎTRE L'IMPACT DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

L'objectif de ce Livre vert est de lancer un débat sur la façon dont l'UE peut améliorer l'impact de sa politique de développement, et comment elle peut soutenir au mieux les efforts des pays les plus pauvres dans la promotion d'une croissance inclusive et durable en vue d'accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM) et de réduire la pauvreté. En particulier, elle pose des questions autour de quatre objectifs principaux devant être poursuivis en collaboration par l'UE et ses Etats membres :

- comment maximiser l'impact de la politique de développement de l'UE, de sorte que chaque euro dépensé soit utilisé de façon optimale, produise la meilleure valeur ajoutée, entraine un effet de levier et créé les meilleures opportunités pour les générations à venir;
- comment encourager une croissance plus forte, et plus inclusive, dans les pays en développement, afin de réduire la pauvreté et fournir à tous les moyens et capacités de mener une vie convenable. Il est de plus en plus évident que ODM ne seront pas réalisés sans la croissance. Chaque pourcentage de croissance peut sensiblement améliorer la capacité des pays à réduire la pauvreté et peut avoir un effet multiplicateur par la création d'emplois et la protection sociale;
- comment promouvoir le développement durable en tant que vecteur pour les progrès, et
- comment atteindre des résultats durables dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Livre vert

CONSULTATION SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS POUR L'ACTION EXTERIEURE DE L'UE

L'objectif de cette consultation publique est de rassembler des idées et opinions sur le futur des instruments financiers dont dispose l'Union européenne pour remplir ses responsabilités dans le monde.

Les questions couvrent toute une panoplie de sujets tels que la valeur ajoutée du soutien financier de l'UE dans certains domaines, les différentes formes de coopération avec les pays partenaires et les modalités de fourniture de l'aide, l'efficacité, l'impact et la visibilité de la coopération extérieure de l'UE.

La consultation en ligne, qui est ouverte à tous, servira à préparer les propositions législatives que la Commission présentera en 2011 dans le cadre des perspectives financières après 2013.

Consultation publique: quels instruments financiers pour l'action extérieure de l'UE après 2013?

Page web Euroaid

CONTRIBUTION SYNDICALE A LA CONSULTATION SUR LE LIVRE VERT DE L'UE

Le mouvement syndicat accueille favorablement le Livre vert de la Commission sur la Croissance inclusive et le développement durable. Il partage les préoccupations de la Commission en ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité des résultats en matière de développement, et en particulier le renforcement de la lutte contre la pauvreté.

Le mouvement syndical reconnaît le fait que la politique de développement de l'Union européenne a pour objectif principal de réduire et d'éliminer la pauvreté à long-terme; qu'il est nécessaire de tenir compte de la politique de développement de l'Union dans la programmation d'autres politiques, telles que les politiques commerciales, migratoires, climatiques et environnementales; et du besoin d'accroître l'efficacité de la politique de développement, entre autres, à travers une meilleure coordination des initiatives de l'UE et des Etats membres dans le domaine du développement et dans les forums consacrés au développement international.

Il ne fait aucun doute qu'une croissance économique inclusive et axée sur la lutte contre la pauvreté est une condition préalable au développement. Il est toutefois essentiel, pour éviter que les bénéfices ne finissent dans les poches d'une petite minorité aisée, que la croissance repose sur des emplois décents, ancrés dans un marché du travail durable reposant lui-même sur les piliers solides du dialogue social et du respect des normes fondamentales du travail.

Le fait que le Livre vert souligne la nécessité d'une croissance plus forte et plus inclusive dans les pays en développement tout en s'ouvrant à un débat sur le besoin d'élaborer des stratégies communes en faveur de la croissance inclusive en partenariat avec les acteurs du secteur privé, dont le mouvement syndical et les organisations de la société civile, est par conséquent satisfaisant.

Le Travail Décent est aujourd'hui un concept fermement ancré et est considéré comme une importante condition préalable à la lutte contre la pauvreté. Le mouvement syndical estime par conséquent qu'il est nécessaire que la politique européenne de développement inclue

des initiatives concrètes, soutenues par des instruments financiers, comme suggéré cidessus, qui consacreront le Travail Décent comme un élément central de la future politique de développement de l'Union européenne.

Lire le document syndical (anglais)

Lettre CSI à Mr. Andris Piebalgs, eurocommissaire pour le développement (anglais)

CONTRIBUTION SYNDICALE A LA CONSULTATION UE SUR « QUELS INSTRUMENTS FINANCIERS POUR L'ACTION EXTERIEURE DE L'UE APRES 2013? »

Ce document a pour but d'accompagner et compléter le questionnaire sur « quels instruments financiers pour l'action extérieure de l'UE après 2013 » mis en ligne.

Lien vers le document (anglais)

UNION AID ABROAD AUSTRALIE FÊTE SON 25E ANNIVERSAIRE (Ken Davis, International Programs Manager, Union Aid Abroad – APHEDA Australie)

Union Aid Abroad, l'agence internationale d'aide humanitaire de l'Australian Council of Trade Unions (ACTU) a fêté son quart de siècle l'année dernière. L'organisation fut fondée en 1984 sous le nom Australian People for Health, Education and



Development Abroad (APHEDA), inspiré du nom de l'ONG nordique Norwegian People's Aid. L'histoire commence lorsqu'une infirmière syndicaliste répondant au nom de

Helen McCue se porte volontaire dans les camps de réfugiés palestiniens à Beyrouth aux côtés de personnels médicaux palestiniens, norvégiens et d'autres pays, au lendemain des massacres de 1982. À son retour en Australie, elle convainc Cliff Dolan, président de l'ACTU, de mettre sur pied une agence humanitaire à assise syndicale, à l'instar des organisations européennes. Les premiers programmes étaient centrés sur la formation et le développement des compétences pour les Erythréens, les Palestiniens, les Sud-Africains en lutte contre l'Apartheid et les Kanaks, dans le cadre de leur combat pour l'indépendance en Nouvelle-Calédonie.

Aujourd'hui, Union Aid Abroad – APHEDA continue, au premier chef, à apporter son concours à des programmes de formation dont les thèmes vont du travail décent à l'emploi vert, en passant par la souveraineté alimentaire, notamment. À divers moments de son histoire, l'organisation a réussi à décrocher des accords de financement importants auprès du gouvernement australien. Toutefois, à la différence d'autres gouvernements donateurs, l'Australie ne finance pas directement le développement des syndicats. Pour son financement, Union Aid Abroad -APHEDA dépend des contributions des quelque 2 millions d'affiliés syndicaux australiens, à travers des subventions syndicales ou des donations individuelles des membres. Le budget annuel affecté aux projets est de l'ordre de 5 millions de dollars américains. La moitié du comité de direction est désignée par l'exécutif de l'ACTU et l'autre moitié par les membres. Union Aid Abroad – APHEDA n'a pas de lien avec le Parti travailliste australien. Outre les programmes menés en partenariat avec des organisations d'outre-mer, Union Aid Abroad - APHEDA joue un rôle dans l'éducation des travailleurs australiens sur des enjeux internationaux. Échanges commerciaux, dette, travail des enfants, agenda du travail décent, munitions à

fragmentation et droits humains en Birmanie, au Zimbabwe, au Sahara occidental, en Papouasie occidentale, en Palestine, etc..

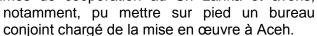
À l'heure actuelle, Union Aid Abroad – APHEDA soutient divers partenariats dans les domaines de la santé (notamment la santé au travail, le VIH et l'amiante), de l'éducation et de la formation professionnelle, environnementale et agricole au Timor-Leste, aux Philippines, au Zimbabwe, en Zambie, en Afrique du Sud, à Gaza et en

Cisjordanie, aux îles Salomon, à Cuba, au Vietnam, au Cambodge et en RDP Lao, ainsi que dans les camps de réfugiés au Liban et à la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie. Parmi les initiatives en cours visant au développement des capacités syndicales dans divers domaines figurent notamment des programmes menés en partenariat avec des syndicats au Cambodge, en Papouasie Nouvelle-Guinée, au Vietnam, au Laos, au Timor-Leste, en Indonésie, en Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Pakistan. Au Vietnam et au Laos, l'APHEDA s'est jointe aux syndicats suédois et d'autres pays pour travailler en partenariat avec la Confédération générale du travail du Vietnam (VGCL) et la Fédération des syndicats du Laos dans le cadre de conférences régulières de coordination des donateurs, qui se sont avérées extrêmement transparentes et bénéfiques.



Projet GAZA

Durant le long mandat du Premier ministre conservateur australien John Howard, qui s'est prolongé jusqu'en 2007, les principaux syndicats du pays et Union Aid Abroad ont eu à faire face à des menaces de taille. Au cours de cette période, l'organisation a cherché à forger des alliances avec des organisations syndicales et autres mouvements des travailleurs en Europe. Cette collaboration s'est intensifiée suite au tremblement de terre/tsunami de décembre 2004; nous avons énormément appris de notre participation aux programmes de coopération au Sri Lanka et avons,



Ces dernières années ont vu Union Aid Abroad – APHEDA participer à des actions en tant qu'affiliée de Solidar et coopérer à des projets avec la Norwegian People's Aid, la Swiss Labour Assistance, le Syndicat samaritain en Allemagne, Prosvil en Italie, TUC et UNISON en Grande-Bretagne, l'Australian Peoples Aid, le Centre Olof Palme en Suède, l'Internationale du bâtiment et du bois et Union Network International. De nombreux projets ont notamment été menés en partenariat avec



SASK et SAK en Finlande.

Union Aid Abroad – APHEDA joue un rôle actif dans le cadre des réunions annuelles des fédérations syndicales internationales et des organisations de solidarité syndicales avec la CSI Asie-Pacifique.

www.apheda.org.au.

Une organisation sœur a récemment été mise sur pied par les syndicats de Nouvelle-Zélande. Unions Aotearoa International Development Trust (UnionAID) est le nom de l'agence de développement international du Conseil des syndicats de la Nouvelle-Zélande –Te Kauae Kaimahi: http://unionaid.org.nz.

PRIORITÉS SYNDICALES POUR LA PRÉSIDENCE FRANÇAISE DU G20 ET G8 EN 2011

En ce début d'année 2011, l'économie mondiale est à un tournant critique. La reprise économique faisant suite à la grande récession de 2008-2010 est à la fois inégale et fragile. Dans les pays industrialisés les profits des entreprises sont à la hausse, mais l'investissement stagne et les salaires sont réduits. Les effets liés au passage d'une politique de relance coordonnée à travers le G20 à l'austérité budgétaire commencent à se faire sentir et risquent de repousser les économies dans la récession avec en conséquence de nouvelles hausses du chômage. Paradoxalement, les politiques d'austérité apparaissent comme un frein au retour à l'équilibre des finances publiques à moyen terme compte tenu de leur effet dépressif sur la croissance. Les principales économies émergentes du G20 ont pu maintenir une forte croissance. Toutefois les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) semblent de plus en plus hors d'atteinte. Les engagements pris par le G8 lors du Sommet de Gleneagles en 2005 semblent aujourd'hui oubliés.

Face à la contradiction entre une croissance stagnante ou fragile d'une part, et des politiques d'austérité déflationnistes de l'autre, la rhétorique des gouvernements consiste à appeler à des «réformes structurelles». Celles qui nous sont proposées – déréglementer le marché du travail, affaiblir la protection de l'emploi, réduire et restreindre l'accès aux prestations sociales – répètent les recettes du passé, celles-là mêmes qui ont alimenté la croissance des inégalités de revenus et qui ont contribué à l'émergence de la crise en premier lieu.

Les sommets du G20 qui se sont tenus à Toronto et à Séoul en 2010 ont consacré la rupture des engagements en faveur de la coordination des politiques et de la création d'emplois pris lors des Sommets de Londres et de Pittsburgh en 2009. La présidence française s'est engagée en faveur d'un ordre du jour ambitieux pour les réunions du G20 et du G8 en 2011. Les syndicats considèrent qu'il est essentiel que cet ordre du jour comprenne les priorités suivantes : remettre l'économie mondiale sur les rails de la croissance et la création d'emplois ; mettre en œuvre les réformes financières ; restaurer l'importance de l'agenda du développement ; passer à un nouveau modèle de croissance économique durable au sortir de la crise ; et renforcer la gouvernance et la transparence du G20...

Lire la déclaration entière.

3. Politiques de coopération au développement

INTERNATIONAL

RAPPORT DE L'ASSEMBLEE GLOBALE 2010 DU FORUM SUR L'EFFICACITE DU DEVELOPPEMENT DES OSC (28 - 30 septembre 2010 Istanbul, Turquie)

Après avoir lancé le plan de travail du Forum fin 2009 et commencé le processus de consultation nationale du Forum en mars 2010, l'Assemblée Globale du Forum a débuté le 28 septembre 2010 au matin, dans la salle de bal de l'hôtel Larespark, prête à examiner et débattre des conclusions et résultats préliminaires issus des discussions de niveau national autour de l'efficacité du développement des OSC à travers le globe. L'Assemblée a permis aux participants non seulement de s'avancer dans la préparation du HLF4 qui aura lieu à Busan en novembre 2011 mais également d'avoir une première occasion d'étudier et de discuter de ces conclusions.

Objectifs

Les cinq objectifs clé de l'Assemblée Globale :

- · Présenter un Projet-Cadre sur l'Efficacité du Développement des OSC. Ce cadre, basé sur les résultats obtenus à partir du Forum national et des consultations thématiques, sera affiné et finalisé après l'Assemblée Globale, dans la perspective du 4 ème Forum de Haut Niveau qui se tiendra en Corée du Sud.
- Echanger, discuter et analyser le rapport consolidé de la Consultation Globale ainsi que les expériences de la consultation du Forum jusqu'à ce jour
- · Explorer les perspectives émergeant de l'efficacité du développement des OSC, y compris les droits, les rôles et les responsabilités des OSC en tant qu'acteurs dans le développement
- Engager un débat multipartite avec les gouvernements, les donateurs et les acteurs d'autre développement sur l'efficacité du développement et l'environnement propice pour les OSC
- · Renouveler l'adhésion et le mandat de l'organe de gouvernance du Groupe de Facilitation Globale (GFG) du Forum

Lire le rapport

LA QUATRIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS (9-13 May 2011, Turquie)

Suite à la résolution 63/227 de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2008, il fut donc décidé pendant la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale en 2009 de convenir la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés au cours du premier semestre de 2011 en Turquie pour une durée de cinq jours.

Objectifs

Conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et au rapport du Secrétaire général de l'ONU stipulant les modalités de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, ses objectifs sont les suivants :

1. Évaluer entièrement le programme d'action pour les pays les moins avancés et leurs partenaires au développement pour la décennie 2001-2010 adopté à

Bruxelles en 2001(intitulé le Plan d'action de Bruxelles);

- 2. Identifier les obstacles et contraintes et partager les pratiques exemplaires, enseignements tirés, aussi bien que les actions requises pour les surmonter;
- 3. Identifier les nouveaux challenges des PMA ainsi que les opportunités et mesures nouvelles requises au niveau national et international afin de les surmonter efficacement:
- 4. Réaffirmer l'engagement de la communauté internationale d'adresser les besoins particuliers des PMA élaborés aux Conférences et Sommets majeurs des Nations Unies:
- 5. Mobiliser des ressources et actions de soutien internationales additionnelles en faveur des PMA et à cet égard;
- 6. Formuler et adopter un partenariat renouvelé entre les PMA et leurs partenaires au développement.

En savoir plus sur la Conférence

Demande de participation à la Conférence

<u>Demande de participation aux auditions interactives de la société civile PMA</u> (New York 1 avril 2011)

PREMIERE REUNION INTERSESSIONS DU SLNG RELATIVE A LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ORGANISEE A NEW YORK

La première Réunion intersessions relative à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable a eu lieu les 10 et 11 janvier au siège des Nations Unies à New York. La réunion avait pour objectif d'examiner les moyens d'obtenir un engagement politique renouvelé vis-à-vis du développement durable. Elle a évalué les progrès réalisés jusqu'à présent et les lacunes restant à combler dans la mise



en œuvre des résultats des principaux sommets sur le développement durable. Elle a également abordé les thèmes principaux de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Sommet Rio+20), dont : (1) l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté ; et (2) la mise en place d'un cadre institutionnel pour le développement durable.

La réunion a souligné le fait que de nombreuses questions doivent être résolues avant la Conférence Rio+20, dont le besoin de définir clairement "l'économie verte".

En savoir plus (anglais)

Bonnes pratiques et enseignements concernant l'Objectif et les Thèmes de la Conférence Rio+20 (anglais)

<u>Déclarations de la Première réunion Intersessions</u> (anglais)

LES NATIONS UNIES SE PREPARENT A REALISER DES PROGRES SUR PLUSIEURS FRONTS EN 2011

'UN In Focus' expose les huit domaines stratégiques et identifie des objectifs clés pour chacun d'entre eux pour l'année 2011. L'organisation mettra l'accent sur le développement inclusif et durable, le changement climatique, les femmes et sur un



monde plus sûr. Les droits humains et la responsabilité, l'amélioration de la réponse aux grandes crises humanitaires, le désarmement et la non-prolifération ainsi que le renforcement des Nations Unis sont les autres priorités de l'ONU.

Lien au texte complet de In Focus

Exposé sur les priorités du Secrétaire Général des Nations Unies pour 2011 (écrit en anglais, par M. Sergei A. Ordzhonikidze, Sous-secrétaire général des Nations Unies et Directeur du Bureau des Nations Unies à Genève)

4. Appels à projets

FINANCEMENT DE PROJETS UE

Appels à propositions et appels d'offres ouverts:

Droits humains

Renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les pays et les régions où ils sont les plus menacés

Veuillez également consulter la <u>page concernant les appels à propositions pour les pays</u> et le site web concernant le <u>Dialogue Structuré - Pour un partenariat efficace</u> pour le développement

5. Agenda 2011

| | Semestre 1 | | | | Semestre 2 | | | | | | |
|---|------------|----------------|-------|------|---------------|---------|---|---|-----|-----|-----|
| Activité | Fév | Ma | Avr | Mai | Ju | J ul | A | S | Oct | Nov | Déc |
| WSF Senegal | 6-11 | | | | | | | | | | |
| SD ENP Azerbaïdjan | 8-11 | | | | | | | | | | |
| TU Dev Ef WG Bruxelles | 21-22 | | | | | | | | | | |
| PWG+ consultation syndicats/BA Paris GFG/OF+BA Suède | | 8-10 | | | | | | | | | |
| GT1-2-3 dialogue structuré Bruxelles | | 14-16 30-31 | | | | | | | | | |
| Séminaire 'Ad Hoc' sur le PME méthodologies + GT eff dev Bruxelles | | | 11-13 | | | | | | | | |
| GT UE Budapest Conférence finale du dialogue | | | | 3-4 | | | | | | | |
| structuré Budapest Conférence NU PMA | | | | 5-7 | | | | | | | |
| Délégation syndicale Istanbul | | | | 9-13 | | | | | | | |
| FSG+ RG du RSCD + GT eff dev Florance | | | | | 20-23 | | | | | | |
| Assemblée mondiale II de l'OF Cambodge GT Renf Capcité Bruxelles | | | | | 27-30 conf | | | | | | |
| PWG + WP EFF Paris | | | | | | 4- 7 | | | | | |

| Séminaire Ad Hoc MEPs & EM EU GT eff dev Bruxelles | | | | | Conf | | |
|---|--|--|--|--|------|-------------------|-----------|
| PWG+ Délégation syndic+ IV HLF Busan Corée | | | | | | 26/2 8 -1 D | |
| FSG+ TUDCN-GM+ EU WG Bruxelles | | | | | | | 12- 14 |

Acronymes:

EU WG: Groupe de travail RSCD sur les politiques de développement UE; **PWG**: Groupe de travail RSCD Politique & Plaidoyer

TU Dev Ef WG: Groupe de travail RSCD sur l'efficacité de la coopération syndicale au développement; **CB WG**: Groupe de travail RSCD Capacity Building avec les organisations régionales; **FSG**: Groupe de Facilitation et de pilotage RSCD; **RG-RSCD**: réunion générale RSCD;

BA: plateforme BetterAid OSC pour la coopération au développement; **OF/GFG:** Forum ouvert/Groupe de facilitation global; **SD:** Dialogue structuré avec l'UE

ENP: European Neighbourhood Partnership (Europe de l'Est + Méditerranée)

WSF: Forum social mondial

Note explicative du plan de travail:

Le plan de travail mentionne les réunions et les séminaires relatifs au travail actuel du RSCD, mais aussi les événements importants en ce qui concerne les politiques de coopération au développement. Les paragraphes suivants expliquent le contexte et les perspectives de chaque activité RSCD. Les séminaires 'ad hoc' (voir document sur la Mission, le mandat et le plan de travail du RSCD) ne sont pas encore inclus dans le plan de travail. Ceci sera fait après consultation avec le groupe de facilitation et de pilotage en février 2011.

Février: La réunion <u>EU SD en Azerbaïdjan</u> (Voisinage européen) sera suivie par les coordinateurs régionaux CSI (PERC et Etats arabes), qui en informeront le TUDCN-GM.

Mars: la réunion <u>EU SD</u> va essayer de trouver un consensus final concernant les conclusions des <u>WG1-2-3</u>. Les résultats (ainsi que les consultations mentionnées plus haut) auront une influence directe sur le processus de prise de décisions autour du nouvel instrument de coopération au développement de l'UE 2014: objectifs, priorités politiques, modalités opérationnelles. Les résultats seront également utilisés par l'UE pour finaliser sa position envers Busan.

<u>Processus d'élaboration des politiques pour le prochain HLF à Busan</u>: la première réunion du groupe de travail <u>Politique RSCD</u> aura lieu parallèlement à la consultation BetterAid pour les organisations syndicales sur l'efficacité de la coopération au développement (avec d'autres représentants des organisations syndicales). Avec

cette consultation, les syndicats veulent contribuer au travail de BetterAid et à ses positions politiques; à donner des informations actuelles concernant les activités de l'OEDC DAC Working Party, et à recevoir des informations du mouvement syndical concernant le "Road to Busan"-agenda. Ces informations seront utilisées pour la réunion conjointe BetterAid/ Open Forum dans laquelle la stratégie politique OSC envers Busan devrait être élaborée et approuvée.

Avril: seminaire Ad Hoc seminar méthodologies PME + TU Dev Eff WG

Mai: réunion du <u>groupe de travail RSCD EU</u> pour préparer le dernier <u>événement du</u> dialogue structuré UE à Budapest (conférence finale).

Une délégation syndicale participera à la conférence des pays les moins avancés à Istanbul.

Juin: Première reunion RSCD (SFG inclus), rapportage et feedback sur plan de travail 1er semester. Le groupe de travail TU Dev Ef se réunira juste après la réunion générale.

le but de la <u>2ème Assemblée globale du Forum ouvert</u> est de finaliser le 'cadre de l'efficacité du développement des CSO' (définition des directives, indicateurs etc.) et d'approfondir dans l'approche politique et dans les stratégies (surtout environnement propice des OSC) envers Busan. Le groupe de travail <u>RSCD sur l'Ef Dév</u> se réunira pour le OF/GA (à décider).

The <u>2nd Global Assembly of the Open Forum</u> will be aimed at finalising the 'CSOs development effectiveness framework' (defining guidelines, indicators etc.) and also at reiterating the political approach and strategies (especially on the CSO Enabling Environment) towards Busan.

Le premier <u>WG sur Capacity Building</u> (réunion internationale) aura lieu parallèlement avec la conférence de l'OIT (à confirmer)

Juillet: WP EFF (OECD-DAC) reunion Paris + reunion PWG

Octobre: Seminaire Ad Hoc avec les membres du parlement européen et représentants des Etats-membres sur les perspectives financières UE 2013-2020. Au seminaire participeront les membres du parlement européen et des représentants des Etats-membres qui suivent la programmation des instruments UE de développement et des droits humains, et des systèmes de support national aux syndicats. Le seminaire (à confirmer) sera organisé avec la CES et l' EESC.

TU Dev Eff WG aura aussi lieu (date à confirmer).

Octobre: après le <u>II TUDCN GM et FSG</u> la réunion de l'<u>EU WG</u> aura lieu. En effet, l'UE veut publier des communications importantes concernant le rôle des CSO dans la coopération au développement, ainsi que revoir le consensus sur le développement UE de 2005. Nous enverrons les informations et les documents préparatoires.

Novembre : la <u>réunion finale du GT Politique et Plaidoyer</u> aura lieu à Busan, une délégation syndicale participera également au <u>IV Forum de haut niveau</u> en Corée.

Décembre : La <u>réunion du GT sur l'UE</u> aura lieu suite à la <u>deuxième RG du RSCD et du FSG</u>. Ceci est lié au fait que l'UE prévoit de publier d'importantes communications sur le rôle des OSC dans la coopération au développement,

visant également à revoir le consensus européen pour le développement adopté en 2005. Des informations complémentaires ainsi que des documents préparatoires seront diffusés en temps utile.

ITUC/DCE/PS-JD



L'équipe RSCD:

Jaap Wienen (Secrétaire général adjoint de la CSI), Jan Dereymaeker (Chargé du réseau), Mamadou Diallo (Chargé de programme), Paola Simonetti (Chargée du projet politique et du plaidoyer), Luc Vermeersch (Chargé de l'information) et Peggy De Clercq (Assistante).